

LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET PUBLIQUES : POURQUOI SORTIR DE L'UNION EUROPÉENNE (FREXIT) ?

- **Préserver la liberté d'expression sur les réseaux sociaux.** Avec son règlement DSA, la Commission européenne a instauré de nouvelles règles pour contrôler la parole des utilisateurs sur les plateformes numériques et censurer les contenus qui lui déplaisent, sous couvert de lutte contre les « fausses informations » ou les expressions de « haine ». Cette réglementation a notamment été dénoncée par de nombreux collectifs de défense des libertés et par des personnalités engagées, à commencer par Elon Musk, patron de X (ex-Twitter).

- **Refuser l'identité numérique européenne.** Sous prétexte de simplification de la vie quotidienne des citoyens, l'Union européenne est en train de mettre en place un portefeuille numérique européen, qui vise à regrouper sur un même document virtuel l'ensemble des informations et données personnelles des individus, incluant les données de santé. Ce projet, couplé à un euro numérique (voir point suivant) capable de tracer l'intégralité des transactions, constituerait un outil totalitaire de premier choix, donnant le pouvoir de contrôler toute la population. Ainsi, dans un futur proche, n'importe qui pourrait être désactivé d'un simple clic et privé, du jour au lendemain, de toutes ses capacités de vivre en société, ne pouvant plus consommer, se déplacer ou encore travailler.

- **Garantir l'argent liquide et refuser l'euro numérique.** Sanctuariser l'argent liquide, et donc s'opposer à son remplacement par une monnaie numérique liée à la Banque centrale européenne (BCE), est indispensable pour protéger nos espaces individuels de liberté et maintenir l'existence d'une sphère privée. En effet, directement piloté par la BCE, l'euro numérique donnerait à cette dernière le pouvoir d'orienter vos choix de consommation ou d'épargne en « programmant » en ce sens les euros numériques présents sur votre compte.

- **Ne plus jamais reproduire le pass « sanitaire ».** Si l'instauration du « pass sanitaire » en France fut le fait d'Emmanuel Macron, il faut se souvenir que cet outil totalitaire, ainsi que toutes les folies mises en place pendant la crise du Covid, ont été activement encouragés par la Commission européenne. Celle-ci milite en effet de longue date pour l'instauration d'un pass « sanitaire » permanent à l'échelle du continent européen. Elle est également à l'origine, avec l'OMS, d'un projet de « pass sanitaire » mondial qu'il faut refuser.

- **Refuser les transferts de souveraineté en matière de santé.** Profitant de la crise du Covid, l'Union européenne cherche depuis à consolider et à renforcer ses compétences en matière de santé. Concrètement, elle souhaite superviser l'achat de médicaments et de vaccins à l'échelle européenne (source évidente de corruption, étant donné l'activité des lobbies d'une part, mais aussi les liens d'intérêts tentaculaires entre les eurocrates et l'industrie pharmaceutique d'autre part), mais également se poser en autorité de référence pour la gestion des crises, au-dessus des gouvernements nationaux.